

## Certificat Covid

### **1. Pas de base juridique suffisante pour l'obligation générale du certificat Covid. (Telegram de Philipp Kruse, avocat, du 9.9.21)(voir aussi Newsletter des AdC du lundi 13.9.21)**

La décision du Conseil fédéral du 8.9.21, qui entre en vigueur le lundi 13.9.21, n'a pas de base légale suffisante. L'extension du certificat Covid cause de graves restrictions des libertés fondamentales dans quasiment tous les domaines de vie des suisses et provoquera la faillite de beaucoup d'entreprises. Sur le plan formel, cette décision n'a pas de base légale suffisamment claire et explicite. L'étendue concrète, potentiellement et existentiellement menaçante de cette décision devrait être visible d'entrée. La loi Covid-19 devrait prévoir un paragraphe analogue à : *Le Conseil fédéral a le droit d'introduire l'obligation du certificat Covid dans tous les domaines de la vie économique, culturelle et privée, duquel dépendra la participation à l'événement et il a le droit de déléguer le contrôle de ce certificat aux entreprises privées, respectivement aux organisateurs et aux employeurs.* Cette autorisation explicite et étendue ne figure ni dans la loi Covid-19 ni dans la loi sur les épidémies. L'introduction de nouvelles obligations et limites étendues doit impérativement respecter les Art.36 al. 1 et art. 164 al.1 Cst. En l'espèce, ces normes sont gravement et largement violées, fait quasiment unique dans l'histoire de la Suisse.

#### **La conséquence :**

Des limitations aussi larges pour toute la Suisse, qui reposent sur des bases légales et factuelles aussi insuffisantes (voir mon post ci-dessus et Data\_Hero), doivent être rigoureusement rejetées. L'exécutif, se fondant sur ces bases légales insuffisantes, ne pourra imposer ses amendes pour violation de l'obligation des certificats Covid (Art. 1 CP : pas de peine sans loi, exigence de détermination). Par ailleurs, des procès pilotes devraient permettre de constater la violation de la Constitution dans des cas concrets. Ces jugements serviront de signale pour toute la branche.

**Mais le plus important c'est un rejet large, claire et déterminé de l'arbitraire étatique et un réveil de toute la population sur un large front. Qui n'a toujours rien compris, prend consciemment congé de ses libertés et de ses rêves futurs.**

Les dégâts économiques, sociales, démocratiques et politiques des mesures actuelles toucheront tout le monde : peu importe si vacciné ou non vacciné. Et de manière durable.

### **Réponse à Prof. Dr. Felix Uhlmann (Telegram de Philipp Kruse, Telegram 15.9.21)**

**Prof. Dr. iur. Felix Uhlmann** prétend que l'obligation du certificat Covid, qui est entrée en vigueur le 13.09.2021 pour 4 mois (y compris la contrainte à la vaccination) peut être fondée sur l'art.40 de la Loi sur les épidémies. La justification invoquée : l'obligation du certificat Covid est une « mesure moins coercitive qu'un confinement ». Il faut absolument rejeter un tel raisonnement juridique : **l'art.40 LEp ne livre pas de base légale suffisante : (i) ni pour un confinement national et durable, (ii) ni pour une intervention invasive sur le corps, (iii) ni pour une contrainte vaccinale de fait, par conséquent ni pour une obligation de certificat Covid nationale de 4 mois.**

#### **Pourquoi ?**

##### **(i) Confinement illégal dans le cas particulier.**

La LEp ne permet pas d'ordonner dans le soi-disant cas particulier (art.6 LEp) des confinements. Dans ce cadre juridique, des établissements, des événements et des entreprises ne peuvent être fermés durablement. Le statut juridique épidémiologique (état d'urgence) ne peut justifier un confinement de toute la Suisse, même pas pendant une courte période. De telles mesures ne seraient uniquement envisageables dans le cadre d'un **droit d'urgence** fondé sur une épidémie (art.7 LEp ; art.185 al.3 Cst). La mesure maximale à l'encontre d'une population saine est selon la Loi sur les épidémies une **interdiction d'accès provisoire par rapport à un territoire donné**. C'est ce qui ressort de manière univoque du message du Conseil fédéral au parlement du 3.12.2010 au sujet de LEp révisée au (FF 2011 311). Extrait du message : *La loi révisée contient contrairement à LEp en vigueur, un règlement, qui autorise les autorités compétentes, de limiter provisoirement l'accès ou le départ d'un territoire donné* (Message LEp, page 392). Le reste du texte va dans le même sens.

##### **(ii) Pas de base légale pour une intervention invasive sur l'intégrité physique/psychique**

2

Des interventions répétitives sur l'intégrité physique de toute la population (contrôle du statut de la

santé ; les tests etc.) représentent des mesures invasives avec des effets graves et durables. Ce type de mesure n'est autorisée dans le cadre des art.30 ss LEp uniquement sur des personnes isolées et seulement lorsqu'il y a des indices concrets de maladie, mais jamais à l'encontre de toute la population.

**(iii) Une contrainte à la vaccination** (une contrainte vaccinale de fait) comme actuellement exercée sur toute la population à partir de 16 ans, ne peut ni se fonder sur LEp, ni sur la Loi Covid-19.

**(iv) Les conditions pour le droit d'urgence ne sont pas remplies**

Même une nouvelle proclamation du droit d'urgence par le Conseil fédéral (art. 7 LEp ; art. 185 al. 3 Cst) ne peut manifestement pas servir de justification possible dans le cadre de l'état de fait actuel. La baisse durable qui s'étend sur tout le territoire suisse de la demande en soin intensif en dit long. Le nombre de lits en soin intensif fut réduit de 50% depuis mars 2020 (et sur les deux dernières années en moyenne de 20%). Au vu de ce qui précède, un droit d'urgence ou des mesures proches du droit d'urgence (comme l'obligation actuelle de certificat ou l'obligation vaccinale) ne sont par conséquent aucunement justifiés.

**Philipp Kruse Telegram 15.9.21 : Résumé de mes publicatios à ce sujet :**

1) Le certificat Covid-19 (au-delà de 4 mois) n'a pas de base légale suffisante.

Cette mesure viole la Constitution, elle est arbitraire et nuit gravement à la société dans sa globalité (division) et les personnes sur le plan individuel (liberticide, expropriation dans tous les domaines de la vie ; discrimination ; lésion corporelle par l'Etat).

2) Les amendes pour violation de l'obligation de certificat ne peuvent être réalisées juridiquement, car elles violent l'exigence de détermination (art.1 CPS) ;

3) C'est la première fois dans l'histoire de la Confédération que le pouvoir étatique s'oppose si ouvertement et durablement à ses citoyens et traite l'électeur et le contribuable selon le principe d'un arbitraire total : comme un sujet sans droit sans raison.

4) Citoyens, étudiants, entrepreneurs, acteurs culturels, tous les humains : ils ne sont plus protégés par aucune autorité de l'Etat. Ils doivent prendre eux-mêmes leur destin en main (art. 6 Cst) et doivent défendre leurs droits et leur santé. Il faut avant tout protéger les enfants et la jeunesse !

**Quand le Droit devient injustice,... !**

**2. Réduction des lits en soin intensif comme prétexte infondé pour la limitation massive des droits fondamentaux : contrainte à la vaccination. (Telegram de Philipp Kruse, avocat, du 9.9.21, traduction de l'allemand AP)**

La prétendue insuffisance de lits en soin intensif et du personnel ne peut en aucun cas justifier une introduction de l'obligation générale du certificat Covid sur le plan national. Le principe de la proportionnalité et de la subsidiarité (Art.1 al.2 et 2bis loi Covid-19) exigent sans exception de l'Etat qu'il épuise auparavant tous les moyens et possibilités dont il dispose. Le Conseil fédéral n'a pas le droit – 18 mois depuis le prononcé de la loi d'urgence (!) - de restreindre les libertés et de menacer l'intégrité physique et psychique des citoyens (obligation de certificat, pression à la vaccination). La diminution des lits n'est pas le résultat d'une grave pandémie, mais d'une **réduction continue des lits et du personnel à cause d'une baisse de demande** (voir statistiques suivantes).

Et si nous faisons réellement face à une des pandémies les plus dangereuse de tous les temps, l'Etat devra d'abord financer les capacités et le personnel nécessaires. En passant directement à une obligation générale du certificat Covid, le Conseil fédéral viole les principes sus mentionnés, qui figurent dans l'Art. 1 al.2 et 2bis de la loi Covid-19 et de la Constitution.

**3. Certificat-Covid = Violation de l'interdiction de discriminer (art.8 Cst)(Telegram de Philipp Kruse, avocat, du 12.9.21)**

Celui qui introduit l'obligation du certificat-Covid, viole la Constitution fédérale (art.8 Cst, interdiction de discriminer) ainsi que la Loi sur les épidémies et la loi Covid-19. Aucune de ces lois fournit une base légale pour le paradigme pervers qui veut que tous les non vaccinés sont potentiellement

3

contagieux et malades. Le Tribunal fédéral est tenu d'appliquer les lois fédérales et de les interpréter conformément à la Constitution (art.190 Cst). Il n'y a pas de base légale à l'extension du certificat

Covid (= test ou obligation vaccinale comme condition pour des services et des activités de la vie courante) et pour la fiction infondée que tous les non vaccinés représentent sans exception un danger pour la santé publique et sont dès lors exclus de la vie publique (aussi longtemps qu'ils n'apportent pas la preuve d'être en bonne santé). **Cet état de droit manifeste peut être revendiqué par tout citoyen sur la base de l'art.6 Cst. et doit être appliqué par tout fonctionnaire** (art.5, 35 et 36 Cst).

#### **4. Lettre Netzwerk Impfentscheid du 30.8.21 : Protection des données personnelles**

voir lettre

#### **5. Recommandée de Jacques Schroeter au Conseil fédéral du 9.9.21 (extrait)**

##### **Art.181 CP**

*Celui qui, en usant de violence envers une personne ou la menaçant d'un dommage sérieux, ou en l'entravant de quelque autre manière dans sa liberté d'action, l'aura obligé à faire, à ne pas faire ou à laisser faire un acte sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.*

La doctrine est unanime. Cette infraction est réalisée dès lors qu'une personne est entravée dans sa liberté d'action, ce qui est indubitablement le cas en l'espèce pour tous les non vaccinés. Personne n'est dupe : vos mesures, alliées à votre projet de rendre les tests payants, ne visent qu'à obliger les non vaccinés à se faire vacciner. C'est donc bel et bien une contrainte, même si elle est déguisée.

##### **Art. 231 CP**

*Celui qui, intentionnellement aura propagé une maladie de l'homme dangereuse et transmissible sera puni d'une peine privative de liberté de cinq ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 30 jours amende au moins. La peine sera une peine privative de liberté d'un à cinq ans au plus si le délinquant a agi par bassesse de caractère. La peine sera une peine de liberté de trois ans au plus ou une peine pécuniaire si le délinquant a agi par négligence.*

Par mon précédent courrier et si vous avez pris la peine de vous informer quelque peu, vous n'êtes plus sans savoir que le vaccin est à l'origine du développement des variants, raison pour laquelle les spécialistes ont toujours émis l'avis selon lequel on ne vaccine pas durant une pandémie sous peine de développer de nouveaux variants. Ce risque s'est malheureusement réalisé aujourd'hui. Vous le savez par ce qui se passe en Israël, en Grande-Bretagne, en Islande et d'autres pays encore. Ces pays dans lesquels les personnes sont majoritairement vaccinées, connaissent des reprises inquiétantes et inattendues de la maladie. Or, en continuant à vouloir vacciner à tout va, vous ne faites que de faciliter le développement de nouveaux variants et ainsi de propager une maladie de l'homme dangereuse et transmissible. Vous réalisez donc également pleinement les conditions objectives de l'infraction réprimée par l'article 231 CP.

## Covid Zertifikat

1. Fehlende gesetzliche Grundlage für allgemeine Zertifikatspflicht (Philipp Kruse, Rechtsanwalt Telegram vom 9.9.21)(siehe auch Newsletter der FdV vom Montag 13.9.21) Die [gestrigen Anordnungen](#) des BR (wirksam ab Mo, 13.09.2021) basieren nicht auf einer ausreichenden gesetzlichen Grundlage:

Für die (mit der Ausdehnung der Zertifikatspflicht verbunden) gravierenden Grundrechtseinschränkungen, welche praktisch sämtliche Lebensbereiche der Schweizerinnen und Schweizer betreffen (und welche viele Unternehmer ihre Existenz kosten werden), bräuchte es eine ganz klare, explizite Grundlage in einem Gesetz im formellen Sinn. Die konkrete - potenziell existenzbedrohende - Tragweite müsste für jederman aus einer solchen Bestimmung auf Anhieb erkennbar sein. Konkret müsste im Covid-19-G ausdrücklich stehen (sinngemäss): *Der BR kann für sämtliche Bereiche des wirtschaftlichen, des kulturellen und des privaten Lebens eine Zertifikatspflicht einführen, von welcher die Teilnahme an den betreffenden Veranstaltungen abhängt, und er darf die Kontrolle des Zertifikats den privaten Unternehmen, resp. den Veranstaltern oder Arbeitgebern auferlegen.*

Diese ausdrückliche weitreichende Befugnis kann aber weder dem Covid-19-Gesetz noch dem Epidemien-gesetz entnommen werden.

Für die Einführung weitreichender neuer Pflichten und Einschränkungen sind die fundamental wichtigen Verfassungsnormen Art. 36 Abs. 1 und 164 Abs. 1 BV zwingend zu beachten. Vorliegend sind sie in krasser und weitreichendster Weise verletzt, wie kaum jemals in der Geschichte der Schweiz.

Konsequenz:

Dermassen weitreichende Einschränkungen für die gesamte Schweiz, welche auf so ungenügender rechtlicher und ungenügender faktischer Basis (s. Post oben und Data\_Hero) beruhen, sind klar zurückzuweisen.

Auf dieser ungenügenden Basis wird die Exekutive ihre Bussen wegen angeblicher Verletzung der Zertifikatspflicht im Bestreitungsfall vor Gericht kaum durchsetzen können (*Art. 1 StGB: Keine Strafe ohne Gesetz; Bestimmtheitsgebot*).

Zudem sollte mittels Pilotprozessen die Verfassungswidrigkeit der Einschränkungen im konkreten Einzelfall im Verwaltungsverfahren festgestellt werden; die daraus resultierenden Urteile hätten politische Signal-Wirkung für die gesamte Branche.

Das Wichtigste aber ist eine breite, klare und entschlossene Ablehnung staatlicher Willkür und ein Aufwachen der gesamten Gesellschaft auf breiter Front.

### **Philipp Kruse, Telegram vom 15.9.21)**

**Prof. Dr. iur. Felix Uhlmann** behauptet, die seit 13.09.2021 geltende rd. 4-monatige Zertifikatspflicht (inkl. faktischer Nötigung zur Impfung) könne man auf [Art. 40 Epidemien-gesetz](#) abstützen. Angeblicher Grund: Die Zertifikatspflicht sei das „mildere Mittel gegenüber einem Lockdown“. Dieser Rechtsauffassung ist klar entgegenzutreten:

**Art. 40 EpG bietet keinesfalls eine ausreichende gesetzliche Grundlage: (i.) weder für landesweite oder dauerhafte Lockdowns, (ii.) noch für Eingriffe in die körperliche Unversehrtheit, (iii.) noch für einen faktischen Impfwang, also auch nicht für eine über 4-monatige, landesweite Zertifikats-Pflicht.**

**Warum?**

**(i.) Lockdowns in der Beso Lage rechtswidrig**

Das EpG erlaubt es nicht, im Rahmen der sog. Besonderen Lage ([Art. 6 EpG](#)) eigentliche

Lockdowns anzuordnen. Einrichtungen, Veranstaltungen oder Unternehmen dürfen in diesem Rechtsstatus nicht über längere Zeit geschlossen werden. Der epidemiologisch begründete besondere Rechtsstatus (besondere Lage) erlaubt es auch nicht, die gesamte Schweiz in einen Lockdown zu versetzen. Selbst dann nicht, wenn dies nur für eine kurze Dauer wäre. Solche Massnahmen wären ausschliesslich im Rahmen des epidemiologisch begründeten **Notrechts** ([Art. 7 EpG](#) a.o. Lage; [Art. 185 Abs. 3 BV](#)) möglich.

Der maximal mögliche Eingriff gegenüber der gesunden Bevölkerung gemäss Epidemien-gesetz ist eine **vorübergehende Zugangsbeschränkung zu einem bestimmten Gebiet**. Dies ergibt sich so zweifelsfrei aus der [Botschaft des Bundesrates zum rev. EpG zuhanden Parlament vom 3.12.2010](#) (Bbl 2011 311). Zitat aus der Botschaft: *Das revidierte Gesetz enthält im Gegensatz zum geltenden EpG eine Regelung, welche es den zuständigen Behörden ermöglicht, das Betreten oder Verlassen bestimmter Gebiete zeitweise einzuschränken.* ([Botschaft EpG, S. 392](#)). In diesem Sinne auch der restliche Text.

[Fortsetzung folgt]

#### **(ii.) Keine Grundlage für Eingriffe in die physische/psychische Integrität**

Repetitive Eingriffe in die physische Integrität der gesamten Bevölkerung (Überprüfung des Gesundheitsstatus; Testen etc.) sind invasive Massnahmen mit schwerer und dauerhafter Eingriffswirkung. Solche Eingriffe sind nur im Rahmen von [Art. 30ff. EpG gegenüber einzelnen Personen](#) und nur bei konkretem Krankheitsverdacht zulässig, niemals aber gegenüber der gesamten Bevölkerung.

**(iii.) Eine Nötigung zur Impfung** (faktischer Impfzwang) wie er gegenwärtig gegenüber der gesamten Bevölkerung ab 16 Jahren praktiziert wird, kann ebenfalls weder dem EpG noch dem Covid-19 Gesetz entnommen werden.

#### **(iv.) Voraussetzungen für Notrecht nicht erfüllt**

Auch eine erneute Ausrufung des Notrechtes durch den Bundesrat (a.o. Lage [Art. 7 EpG](#); [Art. 185 Abs. 3 BV](#)) scheidet als mögliche Rechtfertigung unter den gegebenen Umständen klar aus. Bereits die schweizweit dauerhaft und konstant nachlassende Nachfrage nach Intensivpflege spricht Bände. Die IPS-Betten wurden schweizweit seit dem Maximum Ende März 2020 um 50% (und über die letzten zwei Jahre betrachtet durchschnittlich um rund 20%) abgebaut. U.a. auch vor diesem Hintergrund lassen sich weder Notrecht noch Notrechts-ähnliche Massnahmen (wie die aktuelle Zertifikatspflicht oder ein Impfzwang) auch nur im Ansatz rechtfertigen.

### **Zusammenfassung meiner bisherigen Posts zu diesem Thema (Philipp Kruse, Rechtsanwalt Telegram vom 15.9.21)**

- 1.) Für das COVID-19 Zertifikat (über 4 Monate) besteht keine ausreichende gesetzliche Grundlage. Diese Massnahme ist verfassungswidrig, willkürlich und in höchstem Mass schädlich, sowohl für unsere Gesellschaft als Ganzes (Spaltung) als auch für die Einzelnen (Beraubung ihrer Freiheit, Entrechtung in allen Lebensbereichen; Diskriminierung; Körperverletzung durch den Staat).
- 2.) Bussen wg. Verletzung der Zertifikatspflicht können gerichtlich nicht durchgesetzt werden, weil das Bestimmtheitsgebot ([Art. 1 StGB](#)) verletzt ist;
- 3.) Erstmals in der Geschichte der Eidgenossenschaft wendet sich die Staatsmacht so offensichtlich und dauerhaft gegen ihre Bürger und behandelt Stimmvolk und Steuerzahler nach dem Prinzip reiner Willkür: als Recht- und Vernunft-lose Subjekte.
- 4.) Bürger, Studenten, Unternehmer, Kulturschaffende, alle Menschen: sie werden von keiner Gewalt des Staates mehr geschützt. Sie müssen ihr Schicksal selbst in die Hand nehmen ([Art. 6 BV](#)) und ihre Rechte und ihre Gesundheit verteidigen. Vor allem die Kinder und die Jugend schützen!

**Wo Recht zu Unrecht wird, ...!**

2. IPS- Bettenabbau als nichtiger Vorwand für massive Grundrechtseinschränkungen: Nötigung zur Impfung (Philippe Kruse, Rechtsanwalt Telegram vom 9.9.21)  
Die angebliche *Verknappung der Intensivpflege-Betten sowie der IPS-Fachkräfte* kann keinesfalls als Rechtfertigung für eine allgemeine schweizweite Zertifikatspflicht akzeptiert werden. Das Prinzip der Verhältnismässigkeit und der Subsidiarität ([Art. 1 Abs. 2bis Covid-19-Gesetz](#)) gebieten es ohne Ausnahme, dass der Staat zuallererst die ihm zur Verfügung stehenden eigenen Mittel und Möglichkeiten ausschöpft. Vorher darf der Bundesrat – 18 Monate seit Ausrufung des Notrechts(!) - in die Freiheiten und in die physische-psychische Unversehrtheit seiner Bürger nicht eingreifen (Zertifikatszwang; Impfdruck).  
Die Verknappung der Betten ist mitnichten eine Folge einer grassierenden Pandemie sondern des kontinuierlichen Betten- und Personalabbaus aufgrund nachlassender Nachfrage (s. folgende Statistiken).  
Und hätten wir es dennoch mit einer der gefährlichste Pandemien aller Zeiten zu tun, dann wäre der Staat wie gesagt in der Pflicht, zuerst die erforderlichen Kapazitäten und Fachkräfte zu finanzieren. Indem der Bundesrat dies unterlässt (und direkt zur allgemeinen Zertifikatspflicht übergeht), verletzt er besagte Grundsätze, welche ihm Art. 1 Abs. 2 und Abs. 2bis Covid-19-G sowie die Bundesverfassung auferlegen.

3. Philippe Kruse, Rechtsanwalt Telegram vom 12.9.21

Wer die Zertifikatspflicht durchsetzt, handelt gegen die Bundesverfassung (Art. 8 BV, Diskriminierungsverbot) sowie gegen das Epidemiengesetz und das Covid-19-Gesetz der Eidgenossenschaft. Keines dieser vorliegend massgebenden Gesetze liefert für das pervertierte **Paradigma eines ausnahmslosen Ansteckungs- und Krankheitsverdachts aller Nichtgeimpften** eine gesetzliche Grundlage.

Das Bundesgericht muss Gesetzesrecht des Bundes zwingend (Art. 190 BV) anwenden und es verfassungskonform auslegen. Für eine generelle Zertifikatspflicht (= ausnahmsloser faktischer Test- oder Impfzwang als Voraussetzung für Dienstleistungen und Tätigkeiten des gewöhnlichen Lebens) und für die unhaltbare Fiktion, dass alle Nichtgeimpften ohne Ausnahme eine Gefahr für die öffentliche Gesundheit darstellen und vom öffentlichen Leben auszuschliessen sind (solange sie ihre Gesundheit nicht beweisen), kann nach keiner geltenden Auslegungsmethode des Bundesgerichts in den genannten Gesetzen eine Grundlage gefunden werden.

Diese offensichtliche Rechtstatsache sollte nicht erst nach Veranlassung aufwändiger bundesgerichtlicher Verfahren durchgesetzt sondern von jedem Bürger aufgrund Art. 6 BV und von jeder Amtsperson von Amtes wegen (Art. 5; 35 und 36 BV) beachtet werden.

4. Brief Netzwerk Impfentscheid vom 30.8.21 : Datenschutz

5. Brief von Jacques Schroeter, Rechtsanwalt an den Bundesrat vom (9.9.21)